

## Digital Inclusion: Direct Democracy & e-Participation



Auteur: Commission ICT

Groupe de rédaction: Julia Glauser, Edith Maier, Alexandre Baudin, Wolf Ludwig, Raymond Morel, Ulrich Reimer, Reinhard Riedl, Alain Sandoz, Uwe Serdült, François Wollner

lien: [www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/Info-No17-Fr.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/Info-No17-Fr.pdf)

### Contexte

La Commission ICT de l'Académie Suisse des Sciences Techniques (SATW) s'est occupée, dès leur apparition des exigences, des opportunités et des risques de la société de l'information (appelée souvent aussi e-society). Elle s'est concentrée en particulier sur les domaines de l'e-education et de l'e-health. En collaboration avec ses partenaires (ICT Switzerland, les Hautes Ecoles Supérieures, la société civile, etc.), le groupe de travail e-society de la Commission ICT a estimé impératif de promouvoir une réflexion approfondie autour du concept de l'e-democracy (2007) et des expressions gouvernance vs. e-gouvernance (2008).

Ceci est d'autant plus nécessaire que la stratégie de l'e-government a été fixée en 2006-2007 comme expression de l'e-government, de l'e-voting, de la cyberadministration et, souvent de façon non pertinente, même comme e-democracy. Et qu'en est-il des définitions de e-citizen, e-society ou d'e-gouvernance ?

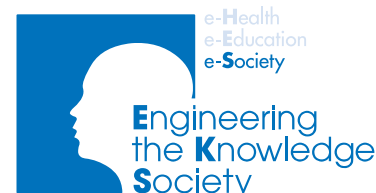
Au cours de nos efforts des dernières années par des manifestations en vue de la révision de la stratégie

parlementaire de la société de l'information (2004), de l'éthique et de l'ICT (2005), de la gestion de l'identité et de la confiance (2006) ainsi que de democracy vs. e-democracy (2007) et Governance vs e-Governance (2008), ce séminaire « Digital Inclusion: Direct Democracy & e-Participation » a constitué une étape supplémentaire de notre contribution à la signification de l'inclusion digitale comme base de la société de l'information.

Après deux journées de discussions intensives, selon un schéma connu et apprécié, le lecteur trouvera dans ce document une structure utile selon les directives de la Commission ICT comme aussi les résultats obtenus antérieurement (les recommandations) puis, après les travaux préparatoires suivis d'exemples de diverses contributions lors des ateliers (exposés, études de cas, contributions personnelles des participants, etc.). Finalement, des références bibliographiques accompagnent une vue succincte sur la Commission ICT et sur les objectifs de la SATW. Nous nous permettons, en outre, de faire remarquer que ce document PDF offre de nombreux liens vers les documents complets (power-point) et des références téléchargeables depuis <http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200903.pdf>

## SATW

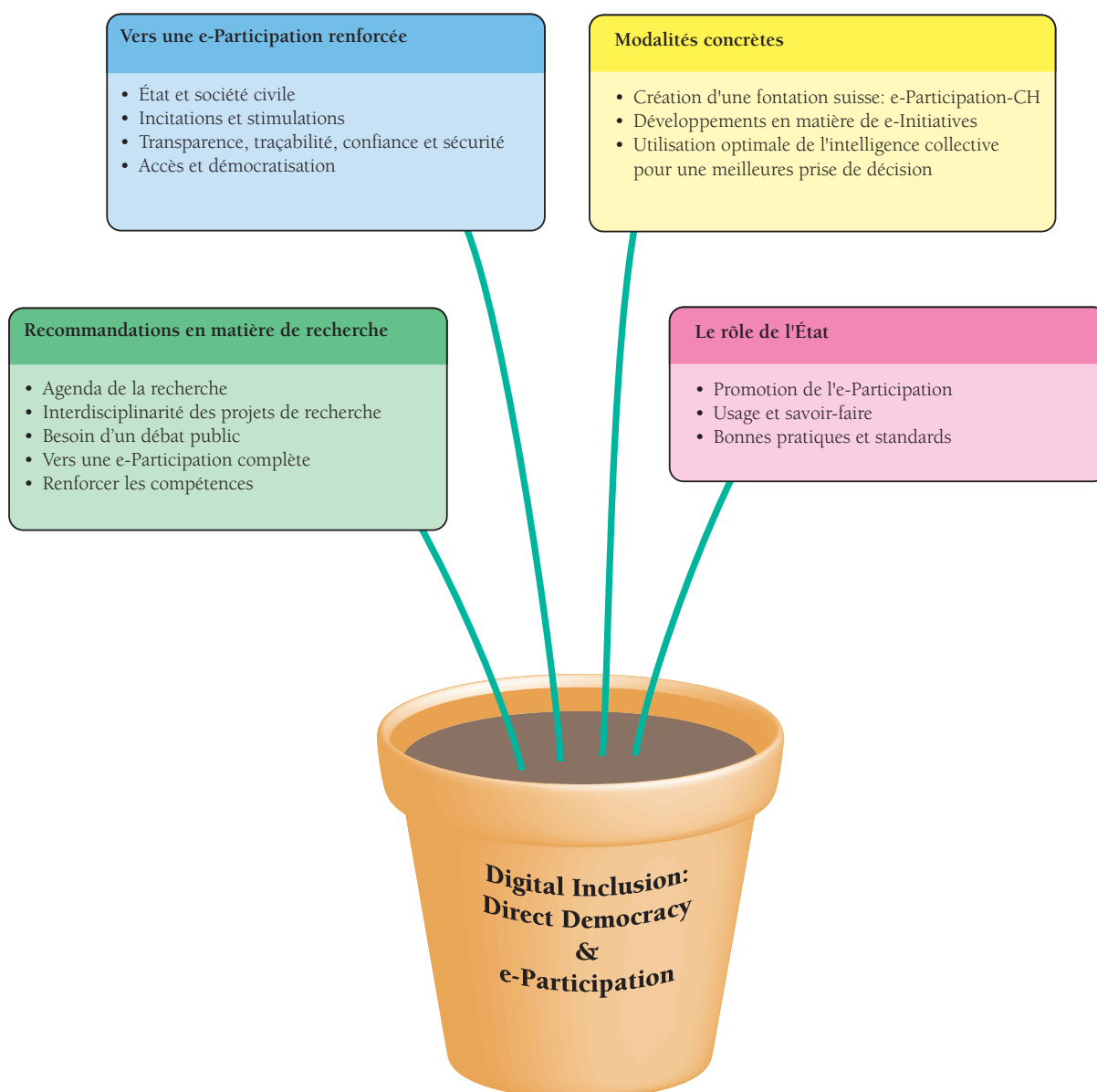
Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften  
Académie suisse des sciences techniques  
Accademia svizzera delle scienze tecniche  
Swiss Academy of Engineering Sciences



## Introduction aux recommandations élaborées lors de ce workshop

Comme annoncées dans l'introduction du sommaire (page 4 de la brochure complète : <http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200903.pdf>), les 15 recommandations s'articulent selon la structure suivante: Défis... nous observons... nous recommandons... nous proposons l'action... à destination de...

Dans ce résumé, seul le texte des recommandations est mentionné. Celles-ci sont organisées selon le schéma ci-dessous.





## A. Recommandations en matière de recherche

### Nous observons ...

- La forte croissance de l'utilisation des plateformes online et des software à portée "socialisante".
- De larges tranches de la population, à partir du moment où elles utilisent l'outil adéquat, peuvent y exprimer leurs vues et leurs prises de position sur des questions de société.
- Ce phénomène peut non seulement mener à de nouvelles formes de participation citoyenne mais également à de nouveaux modes de formation d'opinion ainsi qu'à de nouveaux moyens de processus de décision.

### Agenda de la recherche

Nous recommandons que soient pris en compte, dans l'agenda en matière de recherche de la Confédération, les domaines de la Démocratie électronique et de la participation en ligne.

### Interdisciplinarité des projets de recherche

Nous recommandons que l'élaboration et la promotion des projets en matière de démocratie électronique et de participation en ligne soient menées de manière interdisciplinaire. Tous les intéressés revêtant un certain poids devront en outre être mis en relation. Les résultats en termes d'impact de cette démarche devront finalement être évalués.

### Besoin d'un débat public

Il existe dans le débat public une prise de conscience des avantages et des désavantages qu'il y aurait à développer de nouvelles formes de participation. Cette prise de conscience concerne également la manière dont ces nouveaux modes pourraient compléter les formes traditionnelles de participation. Ces nouvelles formes de participation détiennent en outre le potentiel de changer les rapports de pouvoirs et la répartition des rôles des acteurs politiques dans le système helvétique. C'est pourquoi nous recommandons que soit lancé un débat public sur les conséquences de la démocratie électronique et de la participation en ligne.

### Vers une e-Participation complète

Il est important de fournir à tous les groupes de population les capacités d'utiliser de manière efficiente les nouvelles applications et les nouveaux outils online. Il s'agira ainsi de permettre aux autorités et aux gouvernements de pouvoir prendre en considération, dans le processus de décision, les résultats issus de la démocratie et de la participation en ligne.

### Renforcer les compétences

Avec le succès croissant des plateformes de démocratie et de participation en ligne émerge la nécessité de pouvoir visualiser et synthétiser automatiquement les innovations selon des critères de contenu. Il sera ainsi possible d'améliorer l'orientation des plateformes pour l'utilisateur et de simplifier la traçabilité de leurs contributions.

Nous recommandons de renforcer les compétences en matière de recherche dans les technologies clés du "Semantic Web" et "Text-Mining".

## B. Vers une e-participation renforcée

### Nous observons ...

- Nous nous trouvons dans un environnement Web 2.0;
- la e-participation est une nécessité comme forme adaptée de la participation vu l'évolution politique;
- le citoyen doit être au centre (point central de la vue citoyenne);
- l'État doit être prêt à entrer dans un partenariat participatif avec ses citoyens (e-inclusion) et à participer activement au bien commun.

### État et société civile

l'État facilite la société civile, depuis sa base, à participer à la vie politique et sociale.

### Incitations et stimulations

l'État encourage ses citoyens (e-inclusion) à l'e-participation et crée les incitations nécessaires.

### Transparence, traçabilité, confiance et sécurité

l'État conçoit les processus pour qu'ils soient transparents et traçables afin d'engendrer confiance et sécurité.

### Accès et démocratisation

l'État fait en sorte que la population dispose des possibilités techniques et interactives.

## C. Modalités concrètes

Création d'une fondation suisse:  
[e-Participation.ch](http://e-Participation.ch)

### Nous observons ...

- Internet interpénètre toujours davantage les espaces publics et privés de la société;
- son influence toujours croissante, qui va de pair avec ce phénomène, doit être remise en question de manière critique;
- les rôles des acteurs isolés se modifient et dans le même temps de nouveaux acteurs entrent en ligne de compte, accompagnés de nouvelles habitudes sociales;
- or, ces dernières ouvrent la voie à une nouvelle forme d'influence sur la société, tant pour le Politique que pour l'Economie;
- en outre, ce processus se déroule dans un contexte d'interdépendances économiques, revêtant un caractère plus global que par le passé. En résumé, les règles sociales se modifient et ces changements peuvent parfois remettre en cause de manière significative les fondements de la démocratie;
- nous devons comprendre quels sont les risques, tant au niveau des individus qu'au niveau social et, quand cela est nécessaire, définir de nouvelles règles de e-Gouvernance;
- cependant ce processus devrait impliquer l'Etat le moins possible, lui conférant le rôle de facilitateur. Cette tâche doit en effet demeurer principalement celle de la société civile.

### Recommandation

Nous recommandons l'élaboration et la mise en place d'une Fondation suisse "e-Participation-CH".



## Développements en matière de e-Initiatives

### Nous observons ...

- Les initiatives constituent un des fleurons de la démocratie directe et les e-Initiatives semblent être appelées à un avenir prometteur. Elles n'en demeurent pas moins controversées.

### Recommandations

- Dans le but de promouvoir les e-Initiatives, nous recommandons le développement de projets pilotes au niveau cantonal et communal;
- de tels projets nécessitent l'élaboration et la mise en place de systèmes informatiques permettant la gestion des processus d'identification de la population enregistrée;
- les bases légales préexistantes sur l'harmonisation du recensement fédéral devraient être prises en compte: Il sera ainsi possible de valider les signatures automatiquement et même de superviser le processus en temps réel.

## Utilisation optimale de l'intelligence collective pour une meilleure prise de décision

### Nous observons ...

- Le processus législatif repose en premier lieu sur un parlement de milice, régissant une société à la complexité croissante et chargé de prendre un éventail de mesures toujours plus large;
- l'impulsion législative est ainsi le fait de parlementaires souvent proches, voire faisant partie intégrante de la société civile, mais à qui les ressources informationnelles font cruellement défaut, lorsqu'il s'agit de gérer la complexité ou de mettre en relation les instruments de gouvernance adéquats;

- finalement, les sources d'expertises pour la prise de décisions politiques restent souvent unilatérales, au détriment du parlement, avec le risque que les détenteurs de l'information réussissent à faire valoir uniquement leurs propres intérêts;
- cependant il existe, au sein de la sphère publique, un large panel d'experts, détenteurs de connaissances sur des sujets particuliers.

### Recommandations

- Mettre sur pied un procédé, basé sur les techniques d'information et de communication, visant à récolter une information trop fragmentaire mais pourtant existante au sein de la société. Les bénéfices retirés à l'aide d'une telle démarche consisteront en une réduction de la complexité de l'information à traiter par les membres du parlement et les organes de décision politique;
- cette expérience trouvera facilement les sponsors, les chargés de projet et les fonds nécessaires à sa réalisation au vu des bénéfices engendrés;
- ceux-ci seront ainsi particulièrement élevés car il sera alors possible d'épargner les coûts de recherches d'information.

## D. Recommandations concernant le rôle de l'Etat

### Nous observons ...

- Vue la complexité croissante des affaires publiques;
- Vu le potentiel participatif que procurent les technologies de l'internet;
- Vues les opportunités, mais également les dangers que ceci représente pour la démocratie.

## Recommandations

### Promotion de l'e-Participation

- les autorités fassent activement la promotion de la e-Participation au sein de la société;

### Usage et savoir-faire

- les autorités encouragent son usage, ainsi que la diffusion du savoir-faire la concernant;

### Bonnes pratiques et standards

- les autorités soutiennent les bonnes pratiques d'e-Participation basées sur des standards et des recommandations acceptées internationalement.

## Conclusion

À part ces synergies qui ont amené des discussions fructueuses, trois éléments nécessitent une attention particulière:

- les contributions résumées de nos invités après la partie des recommandations, soulignent les requêtes;
- il est intéressant de se reporter sur l'évolution de la compréhension des participants par rapport aux thèmes de l'atelier (voir les réponses sur les questions préalables) comme la qualité, la portée et l'ampleur de recommandations finales;
- la série de 15 recommandations et avec leurs actions de mise en application qui sont regroupées en quatre catégories:
  - recommandations en matière de recherche (5 thèmes)
  - vers une e-Participation renforcée (4 thèmes)
  - modalités concrètes (3 thèmes)
  - le rôle de l'État (3 thèmes)

Grâce aux efforts de nos invités, des participants et des experts de l'atelier, nous sommes fiers de vous présenter ce rapport dont nous souhaitons une grande diffusion, de nouvelles discussions et une meilleure compréhension du thème de l'inclusion digitale.

Ces recommandations s'adressent à tous les acteurs sociaux car les bouleversements numériques sont inévitables. Tous les domaines de la société doivent se positionner positivement face à ces exigences afin de conserver notre faculté d'atteindre la solidarité démocratique, d'utiliser nos chances, de les vivre au mieux et de nous protéger contre des déviations possibles qui sont liées à l'introduction de technologies nouvelles. La question d'une gouvernance équitable et consciente à l'époque du numérique revêt une importance centrale. Les recommandations du séminaire attachent une valeur particulière au développement futur d'une société démocratique qui reste ouverte et qui place l'homme au centre de ses préoccupations.

Avec **a<sup>o</sup>** (Akademien der Wissenschaften Schweiz, à laquelle appartient la SATW) et dans l'année qui suit le succès d'Informatica08, nous espérons que vous participerez à la réalisation de notre société de l'information de façon que l'e-democracy et l'e-society se complètent conformément aux traditions de notre pays.

Nos remerciements sincères à tous les participants à l'atelier et à nos lecteurs.

Raymond Morel  
Président de  
la Commission ICT  
de la SATW

Décembre 2009

## Publications

Hors-série : Pré-étude pour un Living Lab « e-Inclusion »  
[www.ict-21.ch/com-ict/spip.php?rubrique42](http://www.ict-21.ch/com-ict/spip.php?rubrique42)

N° 18 Beyond GDP: Progress and Quality of Life, Juin 2009,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200906.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200906.pdf)

N° 17 Digital Inclusion: Direct Democracy and e-Participation, Mars 2009,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200903.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200903.pdf)

N° 16 ICT & School Organisation, Décembre 2008,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200812.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200812.pdf)

N° 15 Governance vs e-Governance, Novembre 2008,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200811.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200811.pdf)

N° 14 Contribution à la stratégie e-Health en Suisse, Décembre 2007,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200712.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200712.pdf)

N° 13 Initial Teacher Education in the MITIC Aera, Novembre 2007,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200711.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200711.pdf)

N° 12 ICT and Management of Major Industrial Risks, Janvier 2006,

[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/CB200601.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/CB200601.pdf)

N° 11 Democracy vs e-democracy, octobre 2007,  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200710.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200710.pdf)

Hors-série: Société de l'information en Suisse  
– Informationsgesellschaft Schweiz – Società

dell'informazione in Svizzera – Information Society in Switzerland, Juin 2007,  
[www.ict-21.ch/spip.php?rubrique60](http://www.ict-21.ch/spip.php?rubrique60)

N° 10 Identity Management & Trust, novembre 2006,  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200611.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200611.pdf)

N° 9 eHealth – plan d'actions, octobre 2006,  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200610.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200610.pdf)

N° 8 LifeLong Learning, septembre 2006,  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200609.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200609.pdf)

Hors-série: Proceedings of the 1. National Strategic eHealth Conference, Worblaufen 18th of May 2006,  
[www.ict-21.ch/com-ict/article.php3?id\\_article=345](http://www.ict-21.ch/com-ict/article.php3?id_article=345)

N° 7 Piloting Pedagogical Projects, novembre 2005,  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200511.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200511.pdf)

N° 6 Ethics, octobre 2005  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200510.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200510.pdf)

N° 5 F-ONE, octobre 2004  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200410.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200410.pdf)

N° 4 Competencies Referential(s), septembre 2004  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200409.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200409.pdf)

N° 3 F3-MITIC, mai 2003  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200305.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200305.pdf)

N° 2 e-Society, novembre 2004  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200411.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200411.pdf)

N° 1 Abstracts EKS Forum, décembre 2003 (WSIS)  
[www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/gen200312.pdf](http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/gen200312.pdf)

## PORTRAIT DE LA SATW

Science et technique pour le bien-être de la société

L'Académie suisse des sciences techniques (SATW) réunit personnes, institutions et sociétés professionnelles actives dans les sciences techniques et leurs applications. Elle soutient la technique pour le bien-être de la société et renforce la compréhension de la société envers la technique. La SATW est politiquement neutre et dénuée de but commercial. Elle compte environ 240 membres individuels et 60 sociétés membres.

L'Académie mobilise des groupes de travail dans différents domaines spécialisés. Ces groupes élaborent des études et des recommandations et organisent des manifestations interactives. La SATW entretient des commissions spécialisées permanentes dans les domaines des sciences biologiques appliquées, de l'énergie, de la technologie de l'information et de la communication, de la nanotechnologie, de l'éthique et de la technique, de la technique et de la société ainsi que des relations étrangères.

## SATW

Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften  
Académie suisse des sciences techniques  
Accademia svizzera delle scienze tecniche  
Swiss Academy of Engineering Sciences



Mitglied der  
Akademien der Wissenschaften Schweiz